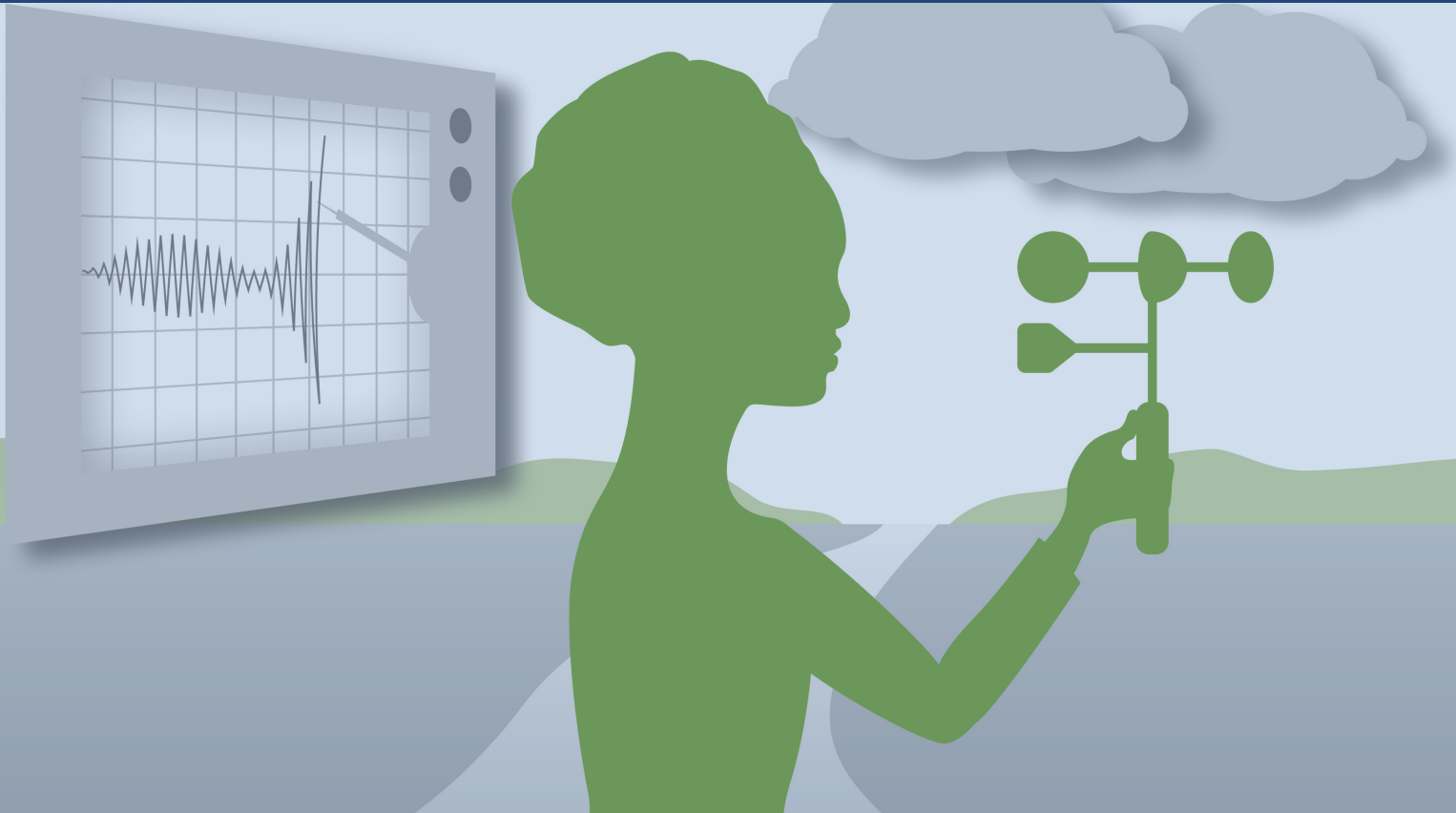


PAS-PNA



Projet d'Appui Scientifique aux processus de Plans Nationaux d'Adaptation


Utilisation de l'information et données relatives
au changement climatique, ses impacts et
l'adaptation dans les politiques et stratégies au
Bénin : Résultats des entretiens

Février 2018

Mis en oeuvre par :

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Mandaté par :

 Ministère fédéral
de l'Environnement, de la Protection de la Nature
et de la Sécurité nucléaire

de la République fédérale d'Allemagne

Sous la tutelle de :

 MINISTÈRE DU CADRE DE VIE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

En coopération avec :

CLIMATE
ANALYTICS 

AUTEURS

Kouassigan TOVIVO Constant LABITAN
Janne RUSZKOWSKI Sarah D'HAEN

Cette publication a été développée avec le support technique des équipes scientifiques de Climate Analytics, dans le cadre de la Composante 2 du projet Projet d'Appui Scientifique aux processus de Plans Nationaux d'Adaptation dans les pays francophones les moins avancés d'Afrique subsaharienne (PAS-PNA).

Cette publication peut être reproduite en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, à des fins pédagogiques et non lucratives, sur autorisation spéciale de Climate Analytics, à condition que sa source soit mentionnée et référencée.

Cette publication ne peut être revendue ou utilisée à des fins commerciales sans autorisation écrite préalable de Climate Analytics.

Nous regrettons toutes erreurs ou omissions qui auraient été commises involontairement.

Ce document peut être cité sous le titre :

TOVIVO K., LABITAN C., RUSZKOWSKI J., D'HAEN S., 2018. Utilisation de l'information et données relatives au changement climatique, ses impacts et l'adaptation dans les politiques et stratégies au Bénin : Résultats des entretiens. Report produced under the project "Projet d'Appui Scientifique aux processus de Plans Nationaux d'Adaptation dans les pays francophones les moins avancés d'Afrique subsaharienne", Climate Analytics gGmbH, Berlin.

Une copie numérique de ce rapport est disponible en ligne sur :
www.climateanalytics.org/publications.

Cette étude est financée dans le cadre du Projet d'Appui Scientifique aux processus de Plans Nationaux d'Adaptation dans les pays francophones les moins avancés d'Afrique subsaharienne, relevant de l'Initiative Internationale pour le Climat (IKI) soutenue par le Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sureté Nucléaire (BMU) en vertu d'une décision du Parlement de la République fédérale d'Allemagne, et mis en oeuvre par Climate Analytics et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Table des Matières

Liste des abréviations.....	ii
Introduction	1
Données et méthodologie	1
Résultats	3
1. Description des politiques et stratégies où le changement climatique a été référencé	3
2. L'état des processus de collecte, d'accès et d'utilisation de données sur le changement climatique, ses impacts et l'adaptation	5
3. Défis et contraintes liés à la collecte, l'accès et l'utilisation des données relatives aux impacts du changement climatique	9
<i>Collecte des données</i>	10
<i>Accès aux informations et données</i>	10
<i>Contraintes à l'utilisation des informations et données scientifiques sur le climat</i>	10
4. Le répertoire actualisé des politiques et stratégies nationales et sectorielles	11
Discussions et recommandations	13
Bibliographie	16
Annexe. Guide d'entretien semi-structuré	17
Répondant	17
Intégration des informations/données scientifiques sur les changements climatiques dans les documents de politique et stratégie nationale/sectorielle.....	18
Processus d'intégration des données/informations scientifiques dans les politiques/stratégies.....	19
Politiques/stratégies nationales et sectorielles en formulation, en révision ou planifiées pour formulation ou révision	20

Liste des abréviations

ACAD	Association des Communes de l'Atakora Donga
APIDA	Association Intercommunale du Département de l'Alibori
CC	Changement Climatique
CDA	Centre de Documentation et des Archives
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CRF	Centre de Recherche Forestière
DESA	Direction de la Statistique Agricole
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle
DPPD	Document de Planification Pluriannuelle des Dépenses
GIC	Groupement Intercommunal des Collines
INRAB	Institut National des Recherches Agricoles
INSAE	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
IRD	Institut de Recherche et de Développement
IROHB	Institut de recherche Océanographie et Halieutique du Bénin
LOLF	Loi Organique sur les Lois des Finances
LTHE	Laboratoire d'étude des Transferts en Hydrologie et Environnement
MAEP	Ministère de l'Agriculture, d'Elevage et de Pêche
MCVDD	Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable
MDGL	Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire
MEEM	Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Mines
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MS	Ministère de la Santé
MPD	Ministère de la Planification et du Développement
ONG IDID	Initiatives pour un Développement Intégré Durable
ONG OFEDI	Organisation des Femmes pour la gestion de l'Environnement et la promotion du Développement
PAG	Programme d'Action du Gouvernement
PAI	Plan Annuel d'Investissement
PANGIRE	Plan de Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PAS-PNA	Projet d'appui scientifique aux processus de plans nationaux
PDC	Plan de Développement Communal
PIA	Plan d'Investissement Annuel
PNAD	Politique Nationale de l'Aide au Développement
PND	Plan National de Développement
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PNEAU	Plan National de l'Eau
PSRSA	Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole
PTA	Plan de Travail Annuel
SCRP	Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SGSI	Système d'Information de Gestion de l'Information
SNDD	Stratégie Nationale pour le Développement Durable
UAC	Université d'Abomey-Calavi
WAAPP	West African Agricultural Productivity Programme

Introduction

Complémentaire à l'évaluation du niveau d'incorporation des questions climatiques dans les politiques et stratégies nationales, et l'analyse des références scientifiques dans les politiques existantes (Climate Analytics, 2018), une analyse approfondie a été faite des processus par lesquels l'information scientifique et les données scientifiques relatives au changement climatique, ses impacts et l'adaptation au changement climatique sont utilisées dans la formulation de ces politiques et stratégies. Cet exercice permet non seulement de tracer la base scientifique des données informant l'incorporation de l'aspect du changement climatique dans les politiques et stratégies, mais également de comprendre plus en général, la coordination dans l'utilisation des informations et données scientifiques relatives aux potentiels impacts du changement climatique depuis leur production jusqu'à leur valorisation dans les politiques et stratégies des différents secteurs. Le résultat principal est que la plupart des personnes interrogées parlent du climat contemporain et des impacts contemporains, et que les projections climatiques ou les projections d'impacts ne sont utilisées ou incorporées que de manière limitée.

Après la description des données et la méthodologie, les analyses dans ce document se distinguent en quatre grandes parties : la première identifie les politiques et stratégies ou le changement climatique a été référencé selon les interviewés, ainsi que leur dimension sur le changement climatique en général et l'adaptation en particulier pour les différents documents. Une deuxième partie de ce rapport transmet les descriptions des répondants des processus de collecte, d'accès et d'utilisation de données sur le changement climatique, ses impacts et l'adaptation par les différents ministères y compris la coordination dans l'utilisation de cette information. Ensuite ce rapport décrit les défis et contraintes liés à cette collecte, l'accès et l'utilisation des données, et identifiés par les répondants. La dernière partie des analyses consiste en un catalogue des divers documents de politiques et de stratégies en formulation, révision ou mise à jour qui pourront, selon les répondants, bénéficier d'une meilleure intégration de l'information scientifique en rapport avec le changement climatique et ses impacts. Le rapport clôture avec une brève discussion sur les principaux résultats et des recommandations émises par les interviewés pour une meilleure incorporation des informations climatiques basées sur la science dans les politiques et stratégies.

Données et méthodologie

Une quinzaine de fonctionnaires au sein des secteurs reconnus comme vulnérables dans les documents officiels du gouvernement du Bénin ont été invités à participer à des interviews, et 11 ont été effectivement interviewés. En vue d'avoir le plus grand nombre d'informations possible, un panel diversifié composé des responsables au sein des différents ministères qui sont impliqués dans la formulation et la mise en œuvre des politiques, la revue et la contribution technique sur les thématiques sectorielles, ainsi que la thématique du changement climatique, et plus précisément des responsables des directions de planification et de la prospective (DPP) qui coordonnent la formulation des politiques au sein des ministères, les responsables des directions techniques, ainsi que les responsables des cellules environnementales ont été invités. Dans certains cas, les directeurs de la planification et de la prospective ont eux-mêmes participé aux interviews. D'autres dont le calendrier ne le permettait pas ont désigné des représentants qui ont aussi une grande connaissance sur les thématiques des interviews. La liste complète des personnes invitées et/ou interviewées ainsi que leur ministère ou structure d'appartenance

peut être fournie au besoin, ceci pour permettre l'anonymat tel que souhaité par les intervenants.

Les entretiens ont été guidés par un questionnaire suivant une approche semi-structurée. L'approche permet d'approfondir certains aspects subtils qui ne peuvent être remarqués avec des questionnaires structurés. Le guide (Annexe 1) comporte des questions orientées suivant 3 axes principaux, à savoir :

- (i) **L'état et le processus de prise en compte** des données ou informations scientifiques relatives aux changements climatiques et leurs impacts dans les politiques/stratégies nationales et sectorielles
- (ii) **La coordination dans l'utilisation** de ces données/informations scientifiques dans les politiques/stratégies nationales et sectorielles
- (iii) **Le répertoire actualisé** des politiques et stratégies nationales et sectorielles en cours de formulation, de révision (mise à jour), ou prévues pour révision et formulation et qui pourraient bénéficier de l'intégration d'information relative au changement climatique scientifiquement fondée.

Les questions se concentrent donc sur l'aspect des potentiels impacts et l'adaptation au changement climatique dans les politiques. Si le terme est abordé, les interrogations rentrent alors plus en détails en formulant des questions sur les aspects du changement climatique référencés, avec une attention particulière pour l'aspect de l'adaptation ainsi que la base scientifique de ces références. Le guide a été testé sur plusieurs personnes pour valider sa compréhensibilité avant son utilisation. En outre, pour que les interviewés soient à l'aise avec toutes les questions, le guide a été envoyé aux invités en avance par email. Cela a permis aux intervenants de se préparer et se renseigner sur les informations spécifiques requises, et répondre ensuite en détails aux questions. Chaque interview a été conduite par une équipe de 3 personnes pour une durée de 30 à 45 minutes. Les entretiens ont été organisés en 2 parties : la première qui s'est tenue vers la fin du mois de juin 2017 a couvert 7 interviews, et la seconde qui a eu lieu dans la 3ème semaine d'août 2017 a enregistré 4 autres interviews. Au total 11 interviews ont été conduites.

Pour chaque question posée, les réponses données par les personnes interviewées ont été notées et classées dans un fichier Excel qui a servi de répertoire pour la collecte de tous les éléments de réponse données. Ensuite une fois les interviews terminées, les informations recueillies ont été analysées qualitativement selon les différentes thématiques du questionnaire. Aucune interview n'a été enregistrée vocalement.

Résultats

1. Description des politiques et stratégies où le changement climatique a été référencé

Les différents ministères interrogés ont été questionnés pour savoir si le changement climatique a été abordé dans leurs politiques ou stratégies (tableau 1). Ceci a permis de vérifier l'exhaustivité de notre analyse des politiques et stratégies (Climate Analytics, 2018). A part le Ministère de la Santé (MS), tous les ministères sectoriels en question ont intégré quelque aspect du changement climatique dans au moins une politique ou stratégie comme le montre le tableau 1. Ceci est en accord avec les résultats trouvés lors de l'analyse documentaire conduite (Climate Analytics, 2018).

Tableau 1 : Politiques et stratégies faisant référence au changement climatique mentionnées par les interviewés

Politique/Stratégie	Dimension sur le changement climatique	Ministère de tutelle
PNEAU 1998-2025	<ul style="list-style-type: none"> Prise en compte du changement climatique 	Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Mines (MEEM)
PANGIRE 1 2011-2016	<ul style="list-style-type: none"> Risques hydro-climatiques : l'inondation, la sécheresse, l'élévation du niveau de la mer, les vents forts ou l'érosion côtière. 	
PANGIRE 2 2011-2015	<ul style="list-style-type: none"> Risques hydro-climatiques : l'inondation, la sécheresse, l'élévation du niveau de la mer, les vents forts ou l'érosion côtière. 	
SCRIP 2011-2015	<ul style="list-style-type: none"> Mentions du changement climatique 	Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)
PAG 2016-2021	<ul style="list-style-type: none"> Mentions du changement climatique 	
PAI 2010-2015	<ul style="list-style-type: none"> La dimension du changement climatique est intégrée dans son élaboration 	
PSRSA 2011-2015	<ul style="list-style-type: none"> Prise en compte du changement climatique Mesures d'adaptation au changement climatique : assurance climatique agricole, smart agriculture, semences climato-résilientes. 	Ministère de l'Agriculture, d'Elevage et de Pêche (MAEP)
PAESA 2011-2016	<ul style="list-style-type: none"> Le PAESA a intégré la dimension du changement climatique 	
Les PDC (2ième génération) Depuis 2006	<ul style="list-style-type: none"> L'adaptation au changement climatique est intégrée dans la 2^{ème} génération, avec le cas spécifique de l'intégration du changement climatique dans la commune d'Alibori (zone plus vulnérable dans le secteur agricole) Guide d'intégration du changement climatique dans les PDC 	Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire (MDGL)
PNDS 2008-2019	<ul style="list-style-type: none"> Le PNDS établit des liens basiques entre la santé des populations et la salubrité environnante, ainsi que les conditions environnementales 	Ministère de la Santé (MS)
ENPLT 2000-2025	<ul style="list-style-type: none"> L'Étude Nationale de Perspective à Long Terme dans son chapitre dédié aux aspirations environnementales du pays a fait un lien avec le changement climatique, plus spécifiquement dans 	Ministère de la Planification et du Développement (MPD)

	la gestion de l'érosion côtière, des ressources hydrauliques et des catastrophes telles que les inondations et les sécheresses	
SCRP 2011-2015	<ul style="list-style-type: none"> • Dans son chapitre sur la gestion de l'environnement et des ressources naturelles ainsi que des catastrophes naturelles et risques naturels, comme les risques climatiques et risques d'érosion côtière 	
SNDD 2016 (SNDD de 2007 actualisée)	<ul style="list-style-type: none"> • Actualisation de la SNDD de 2007 • Effets du changement climatique observés au Bénin, sans analyse scientifique présentée par le ministère de tutelle 	
Rapports nationaux sur le développement durable	<ul style="list-style-type: none"> • Prise en compte du changement climatique 	
CDN	<ul style="list-style-type: none"> • Risques climatiques ainsi que les potentiels projets d'adaptation du Bénin dans le secteur agricole, des ressources en eau, du littoral et de la foresterie 	Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD)
Stratégie de développement à faible intensité de carbone et résilient aux changements climatiques 2016-2025	<ul style="list-style-type: none"> • Risques climatiques majeurs, leurs impacts sur les ressources en terre, forestier, ressource en eau, les infrastructures et établissements humains. La stratégie présente également les options d'adaptation dans ses différents secteurs. 	

En plus, en matière de dimension du changement climatique considérée, certains secteurs ont fait référence à l'adaptation comme le montre le tableau 2.

Table 2 : Thèmes relatifs à l'adaptation au changement climatique dans les documents politiques mentionnés par les interviewés

Ministère	Référence
Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Mines (MEEM)	<ul style="list-style-type: none"> Mesures d'adaptation liées aux risques hydro-climatiques
Ministère de l'Agriculture, d'Élevage et de Pêche MAEP	<ul style="list-style-type: none"> Mesures d'adaptation préconisées face aux risques climatiques liés au secteur agricole : innovation agricole, protection des sols, sécurité alimentaire, risque climatique et assurance Les impacts du changement observés par les populations et les acteurs agricoles (tarissement des cours d'eau, durée moyenne des sécheresses dans les régions concernées) Utilisation de la matrice de vulnérabilité et des options d'adaptation conséquentes
Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire (MDGL)	<ul style="list-style-type: none"> Vulnérabilité et impacts des changements climatiques sur certaines communes, et élaboration des PDC qui alignent des mesures d'adaptation appropriées.
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD)	<ul style="list-style-type: none"> Prise en compte des observations, mais une élaboration technique sur le changement climatique n'est pas encore mise en œuvre

2. L'état des processus de collecte, d'accès et d'utilisation de données sur le changement climatique, ses impacts et l'adaptation

Collecte et l'accès aux données

De manière générale, bien qu'il existe des agences spécialisées en collecte et analyse de données scientifiques au niveau national, il n'y pas d'organe central désigné au Bénin chargé de collecter systématiquement, traiter, produire et mettre à disposition de tous les ministères et organes des informations et données relatives au changement climatique et ses impacts pour les besoins de planification sectorielle ou nationale.

Le niveau et mode de collecte des informations et données sur le changement climatique et ces impacts dans les différents ministères sont déterminés par leur cahier de charges, ainsi que les moyens techniques et humains disponibles pour ces tâches au sein du ministère concerné. Presque toutes les personnes interviewées ont identifié les entités et instituts nationaux gouvernementaux comme leur source d'information la plus importante (tableau 3). Quand cela était possible, les personnes interviewées ont dit qu'elles utilisaient l'information collectée par les instituts et entités associés ou sous tutelle de leur ministère. En plus de disposer de données via leur propre réseau d'observation, le MEEM et le MAEP par exemple ont accès aux données collectées par certaines agences spécialisées et instituts de recherche associés à leurs ministères. D'autres ministères, tels que le MCVDD et le MDGL, doivent se reposer entièrement sur l'information collectée par des instituts ou entités associés à d'autres ministères. Finalement, plusieurs ministères ont des liens étroits ou des accords de collaboration avec des organisations et instituts (de recherche) régionaux ou internationaux et obtiennent les informations et données par ce biais. Par exemple le MAEP a un accès direct aux données et informations du West African Agricultural Productivity Program (WAAPP) et le MEEM a une collaboration de long terme avec l'IRD et LTHE. Les institutions universitaires nationales et bureaux de recherche sont aussi impliqués dans la

collecte des données, selon les cas, mais pas de manière systématique. Les données ou informations scientifiques utilisées sont pour la plupart produites au Bénin.

Que le ministère utilise principalement des instituts de recherche associés ou « externes », la plupart ont une cellule dédiée (environnementale, de suivi des ressources, ...) qui collecte (en partie) l'information et les données relatives à l'impact climatique, et qui est plus proche des entités ministérielles responsables de la formulation des politiques et stratégies. Dans certains cas, la provenance des données utilisées par leur ministère ou leurs collaborations n'étaient pas claires pour les personnes interviewées.

Ministère spécifique	Entité/organe interne ou associée au/sous tutelle du ministère, impliqué dans la collecte des données	Sources/ entités externes des informations et données climatiques utilisées	Entité/organe interne ou associé, impliqué dans l'interprétation et l'utilisation des données	Traitement des données	Types de données/informations utilisées et but	Échelle de couverture	Existence de collaboration avec des agences et entités externes
MEEM	Cellule de suivi des ressources en eau, DGEau avec sa base de données	INSAE, IRD, LTHE	IRHOB Cellule Environnementale	Données traitées par des consultants externes	Données climatiques, données hydrologiques et hydrogéologiques, données socio-économiques, produites par le ministère lui-même à travers le Système d'Alerte Précoce (SAP)	Locale ; niveau des bassins versants et des bassins partagés	Autorités des bassins de la sous-région : Sénégal, Niger IRD, LTHE
MEF	-	INSAE	Cellule environnementale	Données traitées par des consultants externes	Données d'observation obtenues par des enquêtes, pour agir sur des problèmes urgents	Pas d'information relative	Pas d'information relative
MAEP	INRAB, CDA, SGS, SDS, Stations synoptiques de MAEP, Service de la Gestion du Système d'Information (SGSI)	Météo Benin, WAAPP	Service de la Gestion du Système d'Information (SGSI), DESA et INRAB	Interne dans les instituts associés	Données et informations locales collectées à travers des enquêtes et observations	Locale, communautaire, et départementale	WAAPP, CEDEAO
MDGL	Pas d'organe	Consultants, Projets GIZ	Pas d'organe chargé, mais ils reçoivent le soutien de la GIZ, ainsi que des ONG IDID et OFEDI, auprès des autorités	Non, données traitées par des consultants externes	Données d'observation obtenues par des enquêtes : Les impacts des changements observés par les populations et les acteurs agricoles ; tarissement des cours d'eau, durée moyenne des sécheresses dans les régions concernées But : pour agir sur des problèmes urgents	Communautaire	Pas d'information relative
MS	Pas d'organe	Pas d'information relative	Pas défini	Pas d'information relative	Pas d'information relative	Pas d'information relative	Pas d'information relative

MPD	Pas d'organe	INSAE	Pas défini	Pas d'information relative	Pas d'information relative	Pas d'information relative	Pas d'information relative
MCVDD	Pas d'organe	Meteo Benin, IHROB, Service de la Gestion du Système d'Information (SGSI), CDA, GIEC	Pas défini	Pas d'information relative	Pas d'information relative	Nationale et régionale	Pas d'information relative

Tableau 3: Origine et organe d'utilisation des informations/données climatiques scientifiques et caractéristiques des informations climatiques utilisées par les différents secteurs/ministères

Utilisation des données

Les interviewés ont déclaré que l'utilisation des références climatiques basées sur la science ou des références scientifiques sur les potentiels impacts du changement climatique dépendent des ministères individuels, de leur niveau d'implication sur la thématique du changement climatique et de l'adaptation. En ce qui concerne les rôles respectifs des différents ministères en termes de collecte et utilisation des données relatives aux impacts du changement climatique, les responsables des ministères transversaux interviewés qui s'occupent des questions de planification, financement et suivi global des activités des sectoriels, comme le MPD et le MEF, jugent que l'aspect scientifique des informations climatiques est du ressort du ministère de tutelle et des agences spécialisées de cette thématique. Pour eux, ces organes doivent s'en occuper en amont avant de rendre ces informations et données disponibles pour tout besoin d'utilisation par les autres. Les ministères transversaux affirment ne pas être responsables de l'aspect scientifique de ces informations climatiques qu'ils utilisent. Les ministères sectoriels tels que le MEED et le MAEP analysent leurs propres données, souvent en les combinant avec les données d'autres sources, et utilisent les résultats pour informer la formulation de leur politique sectorielle, notamment comme le montrent les PANGIRE 1 et PANGIRE 2. Dans le cas du MDGL, les communes sont directement responsables de l'intégration des considérations relatives au changement climatique dans leurs plans de développement local. Plusieurs ministères cependant s'appuient sur des consultants pour l'analyse et l'interprétation des données.

3. Défis et contraintes liés à la collecte, l'accès et l'utilisation des données relatives aux impacts du changement climatique

Plusieurs personnes interrogées ont exprimé des difficultés à collecter, à accéder ou à utiliser des données et informations sur les impacts du changement climatique. De manière générale, même s'il existe des agences de collecte et de traitement des données et informations, le manque d'un canal systématique et clairement défini de partage des informations entre le lieu de production et les ministères qui les utilisent, rend, selon les interviewés, tout accès, et du coup l'intégration de ces informations, difficiles. Le tableau 4 présente un résumé des difficultés et contraintes générales mentionnées.

Table 4 : Principales difficultés qui contraignent l'utilisation effective des informations et données climatiques scientifiques dans les politiques et stratégies au Bénin.

Catégories	Éléments spécifiques des difficultés exprimées
Collecte Contraintes liées à la disponibilité de ressources adéquates	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de ressources pour la modélisation climatique • Expertise technique et humaine limitée pour utiliser les approches scientifiques avancées (modélisations, projections, etc.) • Manque de moyens financiers suffisants pour conduire des études scientifiquement robustes • Manque d'informations et données scientifiques climatiques sur le moyen et long terme
Accès Partage de l'information existante	<ul style="list-style-type: none"> • Faible vulgarisation de l'information existante qui se traduit par un partage de l'information limité entre les producteurs/collecteurs de données et les institutions qui pourraient les utiliser, ainsi qu'entre les départements d'un même ministère
Contraintes à l'utilisation	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un guide d'élaboration des politiques et documents stratégiques exigeant l'utilisation systématique des informations et données climatiques dans les politiques • Le manque de procédure de suivi-évaluation systématique des aspects liés au changement climatique dans les politiques • Données et informations produites en format pas facilement utilisables dans les politiques et stratégies.

Collecte des données

La collecte et le traitement systématique des données requièrent de l'expertise humaine et des moyens techniques et financiers qui, selon les interviewés, ne sont pas suffisamment mis à la disposition des secteurs. De plus, beaucoup d'acteurs ont signalé un manque d'expertise pour utiliser les approches scientifiques avancées, telles que les modélisations et les projections climatiques. Ce manque d'expertise empêche les ministères de s'occuper entièrement de cette thématique.

Accès aux informations et données

Les interviewés considèrent que les informations qui existent au Bénin sont peu partagées et vulgarisées, à cause du manque systématique d'information et de coordination effective de son partage avec les agences et organes qui en ont besoin.

Contraintes à l'utilisation des informations et données scientifiques sur le climat

Tous les ministères ont exprimé qu'ils sont aussi confrontés, entre autres, à des obstacles liés à l'accès à l'information : les interviewés ont considéré que l'information scientifique sur la situation au Bénin était peu existante, surtout sur le moyen et long terme pour permettre des analyses poussées. De plus, les interviewés ont trouvé que l'absence d'exigence formelle dans le guide d'élaboration des politiques sur l'utilisation d'informations scientifiques pour soutenir les références climatiques ne contribuait pas à la recherche poussée d'information et à son accès par les secteurs qui en ont normalement besoin. Le guide d'élaboration ne prend pas en compte le thème des changements climatiques, ce qui explique pourquoi l'utilisation des ressources scientifiques telles que

les modélisations et les projections sur les impacts futurs du changement climatique sont souvent oubliées dans les documents de politiques et stratégies.

Pour pallier à ces problèmes rencontrés, beaucoup de suggestions ont été proposées par les interviewés. Les recommandations suggérées incluent entre autres :

- La création d'un organe ou entité au sein du ministère de tutelle qui collecte, analyse et traite les données et informations sur le changement climatique et ses impacts pour les mettre à disposition des agences et organes de planification et de formulation des politiques dans les divers secteurs.
- Le renforcement de la collaboration entre les acteurs scientifiques et politiques, pour faciliter l'adaptation des informations scientifiques sur le changement climatique utilisables dans les politiques et stratégies, qui les traduisent ensuite en plans techniques à mettre en œuvre, mais aussi pour que les organes scientifiques puissent travailler avec les sectoriels sur la collecte, le traitement et l'utilisation des informations scientifiques relatives au changement climatique.
- L'inclusion dans le guide d'élaboration des politiques et stratégies sectorielles de l'utilisation des données et informations scientifiques relatives aux impacts du changement climatique, avec des indicateurs de suivi-évaluation pour une intégration effective.

4. Le répertoire actualisé des politiques et stratégies nationales et sectorielles

Toutes ces recommandations de la section précédente ont été formulées non seulement pour un futur lointain, mais aussi pour être prises en compte dans les politiques et stratégies des années et mois à venir dans les divers ministères. En effet, chacun des ministères dispose d'un certain nombre de politiques et de stratégies qui sont en cours de formulation, de révision ou de mise à jour tel que le montre le tableau 5. Pour une planification réussie en termes de lutte contre le changement climatique, ces documents politiques doivent d'ores et déjà tenir compte de ces lignes de suggestions pour une meilleure intégration des informations et données de changement climatique et ses impacts fondées sur la science. Les informations recueillies lors des interviews ont permis d'identifier des politiques en cours de formulation qui pourraient bénéficier d'une approche scientifique plus approfondie pour l'intégration des informations et données relatives au changement climatique, comme le montre le tableau 5.

Table 5: Liste des documents politiques en cours de formulation, révision ou de mise à jours dans les divers ministères

Ministère	Documents en question	Statut et (Formulation/révision/ mise à jour)	Période prévue
MEF	Les documents de planification centrale : le DPPD, LOLF, DPBEP et le PND (2018-2025).	Révision	En cours
MGDL	PDC3 du département des Collines (6 communes)	Élaboration ou formulation	Démarre d'ici fin 2017
	PNAD (2011-2020)	Révision prévue	En 2018
MAEP	PSDA (2017-2025) et le PAESA (2017-2025) Technologies et mesures d'adaptation seront utilisées	Révision prévue	Incessamment
MEEM	Plan d'Aménagement du Bassin de Mono	Formulation prévue	Fin 2017 ou 2018
MS	PNSD	Révision	En cours
MPD	PND 2018-2025	Formulation	En cours

Discussions et recommandations

Les résultats qui précèdent racontent une histoire complexe, qui amène à conclure qu'au Bénin l'utilisation et l'incorporation des données et informations scientifiques sur le changement climatique et ses impacts sont limitées dans les politiques et stratégies existantes. Bien que dans les politiques de la plupart des sectoriels, on remarque que le Bénin fait des efforts pour incorporer des éléments relatifs au changement climatique, la documentation et l'argumentation sur la base de données et informations scientifiques rigides devraient être systématiquement améliorées, également dans les politiques transversales, pour pouvoir vraiment faire face aux risques climatiques qui menacent les populations et le développement du pays. La grande majorité des sectoriels a mentionné quelques politiques et stratégies qui ont fait référence au changement climatique, ses impacts et des mesures d'adaptation, ou qui ont au moins fait le lien avec le changement climatique (tableau 1). Toutefois cette intégration n'est pas uniforme et systématique, et les fondements scientifiques de ces informations sont limités. En effet, l'utilisation des informations scientifiques diffère au niveau de chaque ministère, car recourant à leurs sources internes ou externes, dépendant ou non de la disponibilité d'une entité interne de production, de traitement et de l'utilisation de l'information en question. Une analyse du tableau 1 montre que les ministères qui disposent de leur propre entité ou organe associé sont aussi les ministères qui ont le plus incorporé des références au changement climatique. En l'occurrence, le MEEM est le seul ministère qui dispose d'un organe qui systématiquement collecte et analyse ses données d'impact climatique, grâce à son Système d'Alerte Précoce qui sert à prévenir la population en cas de catastrophes liées aux éléments climatiques, et présente aussi un tableau d'incorporation d'informations scientifiques sur la variabilité climatique à travers les données climatiques, hydrologiques et hydrogéologiques, et socio-économiques qu'il utilise dans ses références liées aux risques hydro-climatiques, comme cela a été aussi révélé dans l'analyse des politiques (Climate Analytics, 2018). Le MAEP, qui a accès à plusieurs entités qui produisent et utilisent des informations et données scientifiques sur le changement climatique dans le domaine agricole, démontre également une intégration d'informations et de données des impacts du changement climatique dans ses politiques (tableau 2).

Les entretiens ont révélé des difficultés auxquelles sont confrontés les divers ministères dans les tâches laborieuses et continuelles de collecte, accès et exploitation/utilisation des données et informations sur le changement climatique et de ses impacts pour leur secteur. Premièrement, et sans surprise, un manque de financement de base pour la collecte des données, mais également pour le traitement et l'analyse en profondeur des données climatiques, a été identifié comme un challenge. La dépendance vis-à-vis des projets financés par des bailleurs internationaux pour les équipements de mesure et le renforcement des capacités humaines rend difficile l'accroissement systématique d'une expertise dans des domaines spécifiques tels que le changement climatique et ses impacts. Cela s'est manifesté lors des entretiens où la plupart des personnes interrogées rencontraient des difficultés à distinguer les indicateurs du climat (fournissant des informations sur les tendances projetées de changement des températures annuelles moyennes par exemple) et sur les impacts (fournissant des informations sur la manière dont ces températures annuelles plus élevées pourraient affecter, par exemple, la production agricole). En fait, la plupart des interrogés se concentrent sur l'information et les données relatives à la variabilité du climat actuel et sur les relations entre les conditions météorologiques/climatiques actuelles et les impacts spécifiques sectoriels. Très peu des interrogés se sont concentrés sur la dimension future inhérente au changement climatique, et les sources de données correspondantes, telles que les projections des indicateurs du climat et les projections des impacts.

Aussi, les interviews ont révélé que certains ministères font appel à des consultants externes pour le traitement des informations et données sur le changement climatique. Même si l'utilisation de consultants externes (souvent liés à des projets de bailleurs) résout le besoin à court terme, cela signifie qu'il n'y a pas de collecte systématique (c'est-à-dire que la qualité et la méthodologie peut varier considérablement). C'est aussi une pratique onéreuse, et aucune mémoire institutionnelle n'est construite, car toutes les connaissances sont 'externes'.

A ce propos, l'un des défis majeurs ressortant des interviews est un manque d'échange d'information général et de grande portée. Cela inclut un manque de coordination et de collaboration entre les entités qui produisent les quelques données et informations scientifiques disponibles au niveau national et les acteurs gouvernementaux qui sont en charge de les utiliser et incorporer dans la formulation des politiques. Que ce soit entre les organes producteurs de ces données et informations et les ministères qui les utilisent, ou même au sein d'un même ministère, un partage universel et ouvert des informations et données de changement climatique existantes s'avère sévèrement manquer.

Plus généralement, il semble y avoir une problématique plus vaste liée au partage des informations et données au niveau ministériel. Certains des interrogés par exemple ont rencontré des difficultés pour identifier des sources de données relatives au climat, qu'elles soient effectivement utilisées ou potentiellement utiles pour leur ministère. La vaste majorité des interrogés ont identifié les institutions gouvernementales comme leur principale source d'information sur le climat. La recherche universitaire a rarement été mentionnée comme une source, et quasiment aucune source de données internationale n'a été identifiée. Les interviewés n'ont pratiquement pas fait mention des données ou des sources de données internationales comme celles du GIEC sur le changement climatique et les projections des impacts du changement climatique au Bénin par exemple, bien que l'analyse des documents de politiques sur le changement climatique au Bénin notamment les communications nationales, le PANA, et les CDN ont utilisé des données, informations, modèles, projections et méthodologies du GIEC pour présenter la vulnérabilité et les impacts du changement climatique sur le Bénin (Climate Analytics, 2018). Ce manquement dans les réponses des interviews est-il dû au fait que les sectoriels n'étant pas du ministère de tutelle du sujet du changement climatique ne sont pas au courant de l'existence de ces sources de données internationales, ou est-il dû au fait que les documents politiques qui ont utilisé ces données ont été pour la plupart rédigés par des consultants externes qui n'ont pas partagé ces informations avec les différents ministères pour leur appropriation ? La connaissance et l'utilisation des données et sources de données internationales sur les projections d'impacts du changement climatique pourra contribuer au renforcement de la base scientifique des références de changement climatique dans les politiques, et permettre une meilleure planification de la résilience et de l'adaptation, surtout qu'au niveau national et sectoriel les moyens sont limités pour collecter, traiter et utiliser les informations et données d'impacts du changement climatique.

Le Bénin, grâce à sa communauté scientifique universitaire existante et les travaux déjà amorcés sur le changement climatique, l'importance croissante que le gouvernement accorde aux questions du changement climatique et leur incorporation dans les documents de politiques et stratégies nationales et sectorielles, l'existence des cellules environnementales chargées des questions du changement climatique au sein des ministères sectoriels, et un répertoire bien garni de politiques et stratégies planifiées pour formulation, révision ou mise à jour, à disposition dans les différents secteurs reconnus vulnérables au changement climatique, a beaucoup à gagner à mettre en place un mécanisme d'intégration d'informations relatives au changement climatique et ses impacts

aux solides bases scientifiques dans ses documents de planification. Pour ce faire, des recommandations émises par les interviewés, comprennent :

- Renforcer la capacité scientifique des cellules environnementales des ministères sectoriels pour leur implication effective dans les analyses liées au changement climatique, et les responsabiliser sur le contrôle de la base scientifique des informations et données scientifiques relatives au changement climatique qui sont utilisées dans les politiques et stratégies. Ce travail pourrait se faire par une collaboration étroite entre les cellules environnementales des ministères et la communauté scientifique universitaire et de recherche qui travaille sur les aspects des projections d'impacts et de changement climatique.
- Rendre obligatoire l'intégration des considérations du changement climatique dans le guide d'élaboration des politiques et stratégies sectorielles, et inclure des indicateurs qui permettent de suivre cette intégration. Ce guide devra montrer les différentes étapes ainsi que les différents organes impliqués dans cette intégration pour faciliter son utilisation systématique.
- Renforcer la collaboration interne au sein des ministères sectoriels entre les directions de la planification et de la prospective, les directions techniques et les cellules environnementales pour s'assurer que la problématique du changement climatique est intégrée dans les politiques et stratégies au cours de la phase de formulation, avec des activités spécifiques pour la phase de mise en œuvre
- Accentuer la collaboration et le partage des expériences entre les ministères qui ont su intégrer de manière plus complète la problématique du changement climatique dans les politiques/stratégies et ceux qui sont en train de le faire. Le MEEM par son expérience peut apporter son expertise aux autres ministères sur les bases scientifiques.
- Approfondir la connaissance sur la vulnérabilité et les impacts du changement climatique des différents secteurs par la conduite des études de vulnérabilité qui permettront d'asseoir les bases scientifiques des références de changement climatiques dans les documents de planification, et aussi planifier l'adaptation effective traduite en plans d'actions concrets à mettre en œuvre.

Bibliographie

Climate Analytics. (2018). Etat des Lieux de l'Intégration du Changement Climatique dans les Politiques et Stratégies Nationales et Sectorielles au Bénin. Berlin: Climate Analytics.

Annexe. Guide d'entretien semi-structuré

Projet PAS-PNA, Composante 2, Activité II.1 : Etat des Lieux politique et scientifique du contexte des changements climatiques au Bénin

Répondant

Nom: Prénom :
Titre
Structure:

Introduction

Ce questionnaire s'inscrit dans le cadre de la Composante 2 du projet d'appui scientifique au processus des plans nationaux d'adaptation au Bénin (PAS-PNA). En effet, la Composante 2 du projet a pour objectif de renforcer la capacité scientifique pour la planification et la programmation des mesures d'adaptation aux changements climatiques. Afin d'atteindre ses objectifs, la première activité de la composante 2 du PAS-PNA est un état des lieux des connaissances actuelles, à savoir (i) un inventaire des informations scientifiques disponibles sur les répercussions (impacts) et les vulnérabilités régionales ainsi que sur les options d'adaptation, et (ii) une évaluation des politiques et stratégies nationales pour les secteurs vulnérables en vue de définir dans quelle mesure elles se rapportent aux conséquences du changement climatique et leur bien-fondé. Ce questionnaire est un outil qui vient aider à la réalisation de cet état des lieux.

Questionnaire

L'objectif de ce questionnaire est d'avoir une idée précise sur l'utilisation des données et informations scientifiques portant sur l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques et stratégies sectorielles et nationales au Bénin.

Plus précisément, nous aimerions identifier quelles informations scientifiques sont prises en compte, et comprendre le processus de leur intégration dans la formulation des politiques et stratégies au Bénin.

Pour ce faire le questionnaire est structuré en trois parties essentielles à savoir : (i) l'état de la prise en compte des données ou informations scientifiques relatives aux changements climatiques dans les politiques/stratégies nationales et sectorielles ; (ii) la coordination dans l'utilisation des données/informations scientifiques dans les politiques/stratégies nationales et sectorielles ; et (iii) le répertoire actuel des politiques et stratégies nationales et sectorielles en cours de formulation, de révision (mise à jour), ou prévues pour révision et formulation qui pourraient bénéficier d'une intégration d'information scientifique relative à l'adaptation aux changements climatiques

Intégration des informations/données scientifiques sur les changements climatiques dans les documents de politique et stratégie nationale/sectorielle

1. Quelles politiques de votre secteur/ministère font référence à l'adaptation aux changements climatiques ?
 - Pouvez-vous nous donner des exemples spécifiques de ces documents de politiques ou stratégies
 - Depuis quand se fait cette référence ?
 - S'il n'y a pas de référence à l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques de votre secteur, à quoi cela est-il dû ?
 - Quels sont les aspects relatifs à l'adaptation aux changements climatiques auxquels vos politiques/stratégies font référence ?
 - Pouvez-vous nous donner des exemples spécifiques de ces documents de politiques ou stratégies ?

2. Utilisez-vous des données ou des informations scientifiques pour appuyer les références aux impacts potentiels des changements climatiques dans les politiques/stratégies de votre secteur ?
 - Si oui, quelles informations/données avez-vous utilisées ?
 - Quelle est la source de ces informations/données ?
 - Dites-nous pourquoi ces sources sont utilisées/choisies.
 - Sont-ce des données/informations scientifiques produites au Bénin ou à l'extérieur du Bénin ?
 - Si ces données ou informations sont produites au Bénin, quelle est l'échelle considérée ?
 - Et pourquoi cette échelle de couverture ?

3. Cela arrive-t-il que la production ou la collecte de données ou informations scientifiques sur la thématique de l'adaptation aux changements climatiques soient demandées à des instituts de recherche ou des consultants à l'intérieur du Bénin ?
 - Pourriez-vous nous donner des exemples spécifiques ?
 - Si les données ou informations scientifiques sont produites à l'extérieur du Bénin, dites-nous qui les a produites ou collectées.
 - a. Et à quelle échelle, sous-régionale ou internationale ?
 - b. Selon vous, pourquoi avoir choisi cette source extérieure pour les données ou informations recherchées ?

4. Si non, pourquoi les données/informations scientifiques ne sont pas utilisées dans les politiques de votre secteur ?

5. Selon vous, de manière générale, et de par votre expérience y a-t-il des contraintes à la prise en compte des informations ou données scientifiques relatives à l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques et stratégies de votre secteur ?
 1. Si oui, nommez les trois que vous jugez majeures.

Processus d'intégration des données/informations scientifiques dans les politiques/stratégies

1. Disposez-vous d'une entité ou d'un organe au sein de votre secteur/ministère ou autre entité nationale qui produit des informations ou données scientifiques sur les changements climatiques qui puissent être utilisées dans vos politiques et stratégies ?
 - Si oui, quel est le nom de cette entité ?
 - Est-ce que cette entité a d'autres rôles ?
 - Si non, qui produit, ou d'où proviennent les informations/données scientifiques sur l'adaptation aux changements climatiques que vous utilisez dans les politiques ou stratégies de votre secteur ?

2. Dans le cas où ces données/informations scientifiques sont produites à l'extérieur du Bénin, dites-nous comment votre ministère/secteur y a accès.
 - Est-ce que votre ministère/secteur travaille parfois avec des institutions/organisations de recherche régionales ou internationales pour avoir accès à des données/informations scientifiques relatives à la thématique de l'adaptation aux changements climatiques ?
 - Si oui, dites-nous lesquelles et précisez depuis quand cette collaboration dure. Donnez des exemples spécifiques.
 - Comment utilisez-vous ces informations/données scientifiques de source extérieure ? Décrivez-nous leur cycle, c'est-à-dire depuis leur production jusqu'à leur utilisation finale dans les politiques ou stratégies de votre secteur/ministère.

3. Parlez-nous un peu de comment la veille de l'utilisation des informations/données scientifiques relatives à l'adaptation au changement climatique dans les politiques et stratégies se fait au sein de votre secteur/ministère.
 - Quels sont les organes impliqués ? Nommez-les et dites s'ils sont actuellement opérationnels, et présentez brièvement leur mode opératoire.
 - Que pensez-vous de la coordination au sein de votre ministère/secteur en ce qui concerne l'utilisation des données/information scientifiques sur l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques/stratégies ?

Politiques/stratégies nationales et sectorielles en formulation, en révision ou planifiées pour formulation ou révision

1. Y a-t-il actuellement des politiques ou stratégies de votre secteur en cours de formulation, révision, de mise à jour ou planifiées pour formulation/révision/mises à jour prochaine ?
 - Si oui, nommez-les et précisez les périodes probables de formulation ou de révision.
 - Est-ce qu'une prise en compte des questions relatives à l'adaptation aux changements climatiques dans ces documents est prévue ?
 - Si oui, quelles sont les informations ou données scientifiques sur la thématique de l'adaptation que ces documents comptent incorporer ?
 - Ces informations existent-elles au niveau national ou international ?
 - Précisez avec des exemples.
 - Selon le cycle de ces politiques et documents stratégiques, quelle approche proposez-vous pour une intégration des informations scientifiques en lien avec l'adaptation aux changements climatiques dans ces documents au niveau sectoriel ou national ?
 - Si non, pourquoi ces documents ne prévoient pas intégrer des informations/données scientifiques sur la thématique de l'adaptation aux changements climatiques ?
2. Avez autre chose à partager avec nous que nous n'avons peut-être pas évoqué ou couvert dans nos discussions ?

Climate Analytics gGmbH

Ritterstr. 3
10969 Berlin
Germany

T / +49 302 5922 9520
E / contact@climateanalytics.org

Climate Analytics Inc. New York

115 E 23rd St, 3rd Floor, Office #319
New York, NY, 10010
USA

T / + 1 718 618 5847
E / info.ny@climateanalytics.org

Climate Analytics Lomé

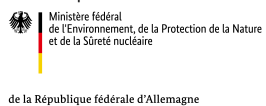
61, ru 195 Quartier Agbalépédogan
s/c BP 81 555 Lomé
Togo

T / +228 22 25 65 38 / 22 25 74 74
E / togooffice@climateanalytics.org

Mis en oeuvre par :



Mandaté par :



Sous la tutelle de :



En coopération avec :

